Le catholicisme à l'épreuve de l'eugénisme en France et en Allemagne (1919-1934)

Valentine Hoffbeck

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/1754>
DOI : 10.4000/allemande.1754
ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013
Pagination : 433-448
ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Valentine Hoffbeck, « Le catholicisme à l'épreuve de l'eugénisme en France et en Allemagne (1919-1934) », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 45-2 | 2013, mis en ligne le 29 juillet 2019, consulté le 19 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/1754> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.1754>

Le catholicisme à l'épreuve de l'eugénisme en France et en Allemagne (1919-1934)

■ Valentine Hoffbeck*

Lorsque Francis Galton théorise l'eugénisme à la fin du xix^e siècle, il entend entreprendre « l'étude des facteurs socialement contrôlables qui peuvent élever ou abaisser les qualités raciales des générations futures, aussi bien physiquement que mentalement »⁽¹⁾. Ce contrôle peut s'effectuer selon deux modalités, qui sont les deux catégories d'usage quand on parle de l'eugénisme : d'une part, l'eugénisme positif doit favoriser la reproduction des individus héréditairement favorisés – à l'origine du concept, le terme grec *eugénès* signifiant « bien-né ». À l'inverse, l'eugénisme dit négatif vise à inhiber la multiplication des hommes jugés inférieurs. Si ce dernier a été très étudié en Allemagne, en lien avec l'hygiène de la race nazie, le thème de l'eugénisme a longtemps été frappé d'anathème dans l'historiographie française. Tantôt exagéré par la répétition systématique de morceaux choisis tirés des travaux de médecins isolés, ou au contraire éludé au profit d'un éloge excessif de l'innocence française, ce sujet s'offre selon Anne Carol comme un « objet de phobie idéologique »⁽²⁾. L'étudier en France et en Allemagne dans la période troublée de l'entre-deux-guerres n'a donc rien d'aisé.

La politique d'hygiène raciale du III^e Reich reste associée à une science homicide guidée par un programme raciste et eugéniste⁽³⁾. Mais si les spécificités de l'Allemagne nazie constituent le noyau explicatif central de ce processus, le facteur religieux paraît digne d'être étudié en tant que support pour croiser les courants idéologiques de deux États

* Doctorant avec charge d'enseignement à l'université de Strasbourg, membre de l'UMR Sage et de l'EA Arche.

1 Cité par Anne CAROL, *Histoire de l'eugénisme en France: les médecins et la procréation*, Paris, Seuil, 1995, p. 9.

2 *Ibid.*, p. 12.

3 Le soutien hitlérien au mouvement d'hygiène raciale est exprimé dès 1924 dans *Mein Kampf*: « Die Medizin wird Millionen von Unglücklichen unverdiente Leiden ersparen, in der Folge aber zu einer steigenden Gesundheit überhaupt führen. »

dont le contexte semble *a priori* irréductible à toute comparaison entre 1933 et 1945. Les chemins différents empruntés par les deux voisins au sujet de l'eugénisme sont connus⁽⁴⁾. Toutefois, plusieurs constats poussent à renouveler la réflexion sur le sujet en adoptant une perspective transnationale. Un premier constat est que les diverses législations entérinant au début du xx^e siècle la pratique de la stérilisation forcée concernent d'abord des pays de la sphère protestante⁽⁵⁾. Or les travaux de langue française sur l'eugénisme se contentent d'opposer – comme s'il s'agissait d'une évidence – l'Europe « catholique » des pays latins à une Europe à majorité protestante⁽⁶⁾, en constatant sans pour autant l'expliquer un accueil plus favorable fait à l'eugénisme par la religion réformée⁽⁷⁾. Le cas suisse, par un changement d'échelle, illustre lui aussi l'importance de ne pas négliger le facteur religieux dans l'étude de l'eugénisme⁽⁸⁾. Le canton de Vaud légalise la stérilisation forcée le 22 mai 1928, tandis que d'autres opérations de castration sont mentionnées au Borghözli, à l'asile de Wil ou encore à la clinique psychiatrique de Zurich⁽⁹⁾, établissements situés sans exception dans des cantons à très forte majorité protestante⁽¹⁰⁾. Outre-Rhin, l'historiographie s'est davantage penchée sur les liens entre religion et eugénisme⁽¹¹⁾. Le rôle majeur joué par l'Église catholique entre décembre 1940 et l'été 1941 dans l'arrêt apparent de l'*Aktion T4* en Allemagne n'y est sans doute pas étranger⁽¹²⁾. Les liens entre eugénisme et catholicisme gagneraient ainsi à être interrogés, d'autant que, si l'on en croit André Pichot,

-
- 4 Pour la France, voir A. CAROL, *Histoire de l'eugénisme en France* (note 1). Sur l'Allemagne, la bibliographie est pléthorique. Voir Peter WEINGART, Jürgen KROLL et Kurt BAYERTZ, *Rasse, Blut und Gene: Geschichte der Eugenik und Rassenhygiene in Deutschland*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1988. Et en français, Paul WEINDLING et Benoît MASSIN, *L'hygiène de la race, 1: Hygiène raciale et eugénisme médical en Allemagne, 1870-1932*, Paris, La Découverte, 1998.
 - 5 Des mesures eugéniques de stérilisation des malades « congénitaux » sont prises dès 1907 dans certains États des États-Unis, en 1928 en Suisse et au Canada, en 1929 au Danemark, en 1933 en Allemagne, en 1934 en Norvège, en 1935 en Suède et en 1937 en Finlande et en Estonie.
 - 6 Il serait plus exact de parler des pays qui ne sont pas à majorité catholique si on considère l'Angleterre anglicane, qui se distingue non par la tradition apostolique, mais par l'absence à sa tête d'un garant des dogmes tel que le pape. L'Église anglicane est souvent considérée comme une *via media* entre catholicisme et protestantisme.
 - 7 Alain DROUARD, *L'eugénisme en questions: l'exemple de l'eugénisme français*, Paris, Ellipses, 1999, p. 65. On peut citer aussi la remarque de Pichot: « l'eugénisme donna lieu à diverses législations, bien avant le nazisme, et dans des pays tout à fait démocratiques [...] les seules oppositions institutionnelles que [l'eugénisme] rencontra furent celles de l'Église catholique et de l'URSS lyssenkiste ». Voir André PICHOT, *La société pure: de Darwin à Hitler*, Paris, Flammarion, 2000, p. 158.
 - 8 Gilles JEANMONOD et Jacques GASSER, « Aspects de l'histoire de l'eugénisme et de la stérilisation non volontaire en Suisse romande au xx^e siècle », in: Christian BONAH (dir.), *Nazisme, science et médecine*, Paris, Glyphe, 2006, p. 235-256.
 - 9 La question est discutée en 1905 à Wil au 36^e Congrès des médecins aliénistes suisses, en 1910 à l'Association juridique et psychiatrique de Zurich, en 1924 à Berne par le Dr Hanswirth, en 1925 à la Société médicale de Genève. Voir Édouard JORDAN, *L'Église et l'eugénisme: la famille à la croisée des chemins*, Paris, Ed. Association du Mariage Chrétien, 1930, p. 74.
 - 10 En 1900, le canton de Vaud compte 86,3 % de protestants et 13 % de catholiques.
 - 11 Voir Hans-Josef WOLLASCH, « *Soziale Gerechtigkeit und christliche Caritas* », Fribourg-en-Brisgau, Lambertus, 1996.
 - 12 Voir Christoph KÖSTERS et Mark Edward RUFF, *Die katholische Kirche im Dritten Reich: eine Einführung*, Fribourg, Herder, 2011.

« la France n'a jamais connu de législation eugéniste à proprement parler (ni même de mouvement eugéniste très puissant). Ce qu'on appelle parfois "eugénisme" en France mérite surtout le nom d'hygiénisme social [...]. Il s'agissait bien d'assurer de bonnes naissances, mais pas par les mesures sélectionnistes de stérilisation des personnes supposées "génétiq-
quement incorrectes". Cet aspect particulier de l'eugénisme français est dû principalement à l'influence du pastorisme et du lamarckisme (*et sans doute du catholicisme*) »⁽¹³⁾.

La faible ouverture de la « fille aînée de l'Église » à un eugénisme négatif peut-elle être mieux comprise en étudiant le facteur confessionnel ? Comme le notait déjà Anne Carol⁽¹⁴⁾, la littérature nous apporte bien peu de réponses sur ce point à l'échelle des pays européens et nord-américains⁽¹⁵⁾. D'où la tentative d'évaluer la pertinence du facteur religieux pour deux pays voisins ayant connu des destins divergents, mais dans lesquels le catholicisme, minoritaire ou majoritaire, a joué un rôle non négligeable. La morale catholique a-t-elle été imperméable aux idées eugénistes dans l'entre-deux-guerres en France et en Allemagne ? Dans quelle mesure la religion permet-elle une compréhension originale de la réception de l'eugénisme dans chacun des deux pays ?

Dans cette perspective, ce n'est pas seulement le dogme qu'il faut considérer, mais aussi les réponses institutionnelles apportées par les évêques, les partis politiques revendiquant une appartenance religieuse, la presse confessionnelle, les acteurs en rapport avec le milieu catholique français et allemand. Les sources utilisées dans la démonstration sont représentatives de la multiplicité des acteurs en jeu. Cela implique de croiser des écrits religieux, médicaux et politiques – ces catégories n'étant évidemment pas étanches – formant un corpus hétérogène, mais se voulant représentatif des deux systèmes de pensée confrontés ici. Il n'est cependant pas exhaustif. Le questionnement de départ renvoie à la situation morale et politique problématique rencontrée par les catholiques allemands à la fin de la République de Weimar et dans les premières années du III^e Reich. Mais le cas français – pays où le catholicisme est majoritaire et où l'eugénisme négatif a eu un impact limité sur le plan théorique et inexistant en pratique – s'est révélé être non seulement un contrepoint stimulant, mais aussi un observatoire pertinent en raison des réactions nombreuses suscitées en France par les évolutions drastiques en terme d'hygiène raciale dès l'arrivée des nazis au pouvoir. Un dernier objectif est d'offrir une perspective originale en confrontant eugénisme et catholicisme, deux notions trop souvent appréhendées de manière isolée dans leur seul cadre national ou disciplinaire.

Pour tenter de répondre à ces questions, il sera utile dans un premier temps de montrer de quelle manière le discours eugéniste qui se développe à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle a représenté une menace sur le plan idéologique pour le monde catholique. À la morale chrétienne vient s'opposer une « morale » scientiste alternative aux arguments et moyens antagonistes. Après s'être attaché à mettre en évidence, pour la France et l'Allemagne, les thèmes de cet affrontement doctrinal commun à la plupart

13 La fin de la citation est soulignée par nous. Voir A. PICHOT, *La société pure* (note 7), p. 220.

14 Anne CAROL, *Médecine et eugénisme en France ou le rêve d'une prophylaxie parfaite (XIX^e-première moitié du XX^e siècle)*, Paris, Société d'histoire moderne, 1996.

15 « Il faudrait étudier le discours eugéniste chez d'autres groupes sociaux ou professionnels et établir des comparaisons internationales. Il faudrait aussi pouvoir faire une histoire de l'eugénisme qui ne soit pas prisonnière du génocide, avec lequel elle a fini par se confondre dans une simplification compréhensible, mais abusive. » A. CAROL, *Médecine et eugénisme en France* (note 14), p. 630.

des pays européens, on s'intéressera aux discussions autour de la stérilisation forcée du début des années 1930. Cet épisode est particulièrement éclairant pour comprendre les rapports entre catholicisme et eugénisme car il contribue alternativement à des refus, des recherches de consensus ou bien des prises de position radicales. À partir de cet exemple, il s'agira d'examiner les mécanismes de confrontation de doctrines comparables dans deux pays voisins, mais dans des contextes et des temporalités différentes.

1. Les idées eugénistes, un discours scientifique qui ambitionne de concurrencer la morale chrétienne (1919-1930) ?

La fermeté de la théologie catholique face à l'eugénisme : l'affirmation d'une incompatibilité avec l'essence du dogme chrétien

L'incompatibilité première qu'on peut supposer entre catholicisme et eugénisme trouve sa source dans les rapports historiquement conflictuels existant entre science et foi, symbolisés depuis le ^{xvii}^e siècle par la condamnation des thèses héliocentristes de Galilée. Face au Saint-Office, la science s'est ainsi servie de certaines de ses dimensions, et notamment de l'eugénisme, comme d'un « bélier contre l'édifice scripturaire ou dogmatique du christianisme » ⁽¹⁶⁾. Même si l'heure des excommunications mutuelles paraît close après 1914, les escarmouches ne sont pas rares. Plus qu'une attitude réactionnaire de la part de l'Église, le cœur de ses inquiétudes réside dans le fait que la science se veut aussi productrice d'une morale concurrençant la morale chrétienne. À ce propos, le médecin catholique Albert Bayet, soulignant le « progrès de l'esprit positif », déplore « l'inflation croissante de la morale non religieuse par la science, et spécialement par la science biologique » ⁽¹⁷⁾. Le danger est identifié : celui qu'à l'avenir la morale se fonde sur des principes uniquement scientifiques.

Pour autant, les travaux de Hervé Guillemain ont montré combien science et foi, loin d'être systématiquement antithétiques, pouvaient très bien être vues comme complémentaires à la fin du ^{xix}^e siècle. À ce titre, la *Société médicale Saint-Luc, Saint-Côme et Saint-Damien*, créée en 1884 à des fins à la fois apologétiques et scientifiques, montre que l'expression de « médecine catholique » n'a rien d'un oxymore ⁽¹⁸⁾. Reste qu'il s'agit pour les médecins catholiques de montrer l'illégitimité d'une morale scientifique qui outrepasserait son domaine de compétences, car n'ayant « pas la prétention de donner les idées d'*obligation* et de *devoir* qui sont à la base de la morale de l'Évangile » ⁽¹⁹⁾. Le scientisme, voilà l'ennemi :

« La morale scientifique ne peut donner comme but à nos actes que l'intérêt de l'individu ou de l'espèce ; elle conclut à la *lutte* pour la vie. [...] La morale de l'Évangile, au contraire, donne comme but à nos actes l'abnégation, l'humilité, le *sacrifice*, la paix sociale et l'assistance au

16 Jean-Marie MAYEUR, « L'Allemagne. L'Autriche », in : Jean-Marie MAYEUR *et al.* (dir.), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, Paris, Desclée, 1997, p. 128.

17 Albert BAYET, « La morale scientifique et la morale de l'Évangile devant la sociologie », *Bulletin médical de la Société Saint-Luc, Saint-Côme et Saint-Damien*, n° 1, février 1909, p. 3-30 (pour les pages suivantes : *Bull. Méd. Soc. S. L.*).

18 Hervé GUILLEMAIN, « Les débuts de la médecine catholique en France », *Revue d'histoire du ^{xix}^e siècle*, n° 26/27 (2003), p. 227-258.

19 A. BAYET, « La morale scientifique et la morale de l'Évangile » (note 17).

prochain, avec cette formule comme conclusion : *Aimez-vous et aidez-vous les uns les autres* [...]. Demander à la science de faire la morale, vouloir déduire la morale de la science, c'est supprimer, par définition, les idées d'obligation, de devoir, de sacrifice, de dévouement, d'altruisme et de solidarité sans lesquelles il n'y a pas de vie sociale possible »⁽²⁰⁾.

Le catholicisme, rejetant l'utilitarisme et le darwinisme social, pointe ainsi du doigt une science qui serait amoral, voire guidée par une « morale de l'égoïsme ».

Un autre corollaire de l'eugénisme, le contrôle des naissances, est aussi rejeté en bloc. L'Église catholique est le fer de lance du natalisme, vilipendant *birth control*, « néo-malthusianisme » et prophylaxie anti-conceptionnelle. En France comme en Allemagne, les arguments sont globalement les mêmes : dénonciation de procédés aléatoires dangereux pour la santé physique et mentale des femmes, encouragement d'une « débauche sans risque », et surtout immoralité du médecin qui trahit sa mission en allant contre les lois biologiques pour stériliser l'acte conjugal⁽²¹⁾. Relayée sur le plan politique par le *Zentrum*, cette question est au centre des discussions vers 1920 en Allemagne⁽²²⁾. Alors que les catholiques défendent l'argument quantitatif, les thèmes en lien avec le néo-malthusianisme – servant même de propédeutique à l'eugénisme français selon Alain Drouart – sont diamétralement opposés. Les mesures vantées dans l'entre-deux-guerres sont la valorisation des *well-born* comme contre-pied à la sélection négative opérée pendant la guerre, l'éradication de la dégénérescence de la race et une nécessaire médicalisation de la contraception. Or ces *leitmotiv*, en tout contraires au dogme catholique, provoquent le courroux de l'institution comme des fidèles. Dans le cadre d'un acte sexuel ayant pour finalité de procréer, « supprimer la fin en laissant seulement l'agrément n'est pas conforme à la morale chrétienne et à la morale tout court »⁽²³⁾.

Les eugénistes face à la morale catholique

De son côté, le discours eugéniste porte un jugement très sévère sur la morale traditionnelle. Celle-ci, assimilée aux valeurs séculaires chrétiennes de charité et d'amour du prochain, est souvent tournée en dérision comme étant pure sensiblerie. En effet, un des *topoi* de l'eugénisme est de se targuer de produire un discours rationnel et scientifique, opposé aux « bons sentiments » miséricordieux véhiculés par la morale chrétienne. C'est ce que souligne le Dr Richet qui déplore que les sociétés humaines aient « pour tous les malheureux l'attendrissement ». Non contentes de porter assistance aux malades, « elles entourent de soins multipliés les rachitiques, les scrofuleux, les aveugles, les idiots, les sourds-muets »⁽²⁴⁾. Cette « engeance misérable » est, d'après l'aliéniste, protégée d'une sélection naturelle qui autrement l'éliminerait, prospérant de plus belle dans sa « lamentable existence ».

Le fondement d'un tel raisonnement est l'idée que la sélection naturelle demeure entravée de manière artificielle par les actions charitables, systématisant une situation

20 *Ibid.*, p. 16.

21 Dr FORGET-URION, « L'offensive du Birth Control », *Bull. Méd. Soc. S. L.*, juillet-août 1934, p. 227-237.

22 Dans le contexte d'un taux de natalité en baisse nette et rapide après 1910. En France, le phénomène est antérieur. Voir Alain DROUARD, *Aux origines de l'eugénisme en France : le néo-malthusianisme (1896-1914)*, Paris, INED, 1992.

23 É. JORDAN, *L'Église et l'eugénisme* (note 9), p. 79.

24 Charles RICHET, *La sélection humaine*, Paris, Alcan, 1919, p. 164.

littéralement « contre-nature ». On trouve la même idée d'une charité chrétienne qui reposerait sur un malentendu dépassé et coupable dans le discours du Dr. Frick :

« Nous ne pouvons pas nous dérober à ce devoir [l'eugénisme] par un esprit de charité mal compris, ni par des considérations religieuses qui reposent sur des dogmes appartenant aux siècles révolus ; au contraire, nous devons considérer comme une atteinte à la charité chrétienne et sociale le fait de tolérer encore, malgré les résultats acquis par la science, que des malades héréditaires puissent avoir des descendants qui seront eux-mêmes très malheureux et rendront leur famille malheureuse pour plusieurs générations » ⁽²⁵⁾.

Beaucoup de médecins militaires, de gynécologues ou d'aliénistes des deux pays diagnostiquent un amollissement global de la société et utilisent le prédicat de base du darwinisme social pour fustiger l'assistance et la charité, qu'elle soit d'ailleurs chrétienne ou laïque.

Par contre, un reproche spécifiquement adressé à l'Église catholique est celui d'être une institution gardienne d'un dogme rétrograde. Rome est moquée en tant que bastion du refus de tout progrès scientifique. Dans ce cadre, les champions de l'eugénisme utilisent des épisodes anciens où l'institution s'est effectivement opposée à certaines théories scientifiques nouvelles. Condamnant l'opposition des catholiques allemands à la loi de stérilisation forcée dans un discours à Essen lors d'un congrès du NSDAP, le Dr. Frick mobilise des comparaisons décontextualisées, afin de décrédibiliser la résistance catholique :

« Et puis enfin, cette loi, compatriotes allemands, qui a pour objet d'empêcher les maladies héréditaires de se transmettre [...] s'appuie sur des connaissances et des preuves scientifiques, sur des données de l'étude de l'hérédité. Ce n'est pas la première fois que des papes ont essayé de réfuter ou d'anéantir les données de la science à l'aide du dogmatisme. Dans cet ordre d'idées, qu'il suffise de rappeler le système de Copernic, de rappeler le cas de Galilée [...]. À l'époque, les papes dirent que c'était offenser la Bible, ils mirent à l'index l'œuvre de Copernic. Ils firent condamner Galilée par l'Inquisition à l'emprisonnement perpétuel. Or, je pense qu'aujourd'hui, le Vatican ne va plus contester que c'est finalement la terre qui tourne autour du soleil (*Hilarité*). Il en est exactement de même de ce problème scientifique, de cette vérité scientifique de la stérilisation. Sous prétexte que la stérilisation va à l'encontre des lois chrétiennes, l'église catholique se cabre aujourd'hui contre les données qui sont à la base de la loi sur la stérilisation. [...] J'espère que, dans quelque temps, le Vatican reconnaîtra la valeur de cette loi, tout comme Copernic et Galilée » ⁽²⁶⁾.

Il s'agit bien ici de réduire le discours à l'opposition traditionnelle science/foi. De plus, il s'avère que, contrairement à la volonté affichée de rester sur le terrain de la logique plutôt que sur celui des sentiments, le discours eugéniste finit par évoluer vers une sorte de « contre-morale » douteuse, mobilisant des arguments de l'ordre de l'affectif, et non de l'ordre de la science, pour convaincre. Comme le constate Anne Carol, « l'eugéniste se pose alors en héros, en révolutionnaire, en martyr au besoin, en prophète d'une cause incomprise » ⁽²⁷⁾. Enfin, cette stratégie argumentative est souvent indissociable de

25 Discours du Dr. Frick (ministre de l'Intérieur du Reich) dans la *Frankfurter Zeitung* du 26 juillet 1933, traduit et cité in : *Bulletin périodique de la presse allemande* (Ministère des Affaires étrangères), n° 427, août 1933 (pour les pages suivantes : *Bull. pér. presse all.*).

26 *Bull. pér. presse all.*, n° 451, 8 août 1935, p. 18.

27 Anne CAROL, *Conflits de morale autour de l'eugénisme*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 1998, p. 154.

l'existence d'un contexte économique et social difficile, dont l'eugénisme tire parti pour s'afficher comme remède pour éradiquer les membres corrompus du corps social, dans le cadre d'une théorie de la dégénérescence qui réserve aux « tarés » et autres anormaux le rôle de bouc émissaire.

2. La question de la stérilisation, facteur de durcissement des positions catholiques en Allemagne et ses échos en France

L'encyclique Casti Connubii et l'eugénisme comme hybris : « Roma locuta, causa finita ? » (1930-1931)

En 1930, les débats déclenchés par le succès des idées eugénistes enflent dans tous les pays industrialisés. Alors qu'une trentaine d'États américains ou la Suisse romande ont déjà légalisé la pratique de la stérilisation forcée, les évêques anglicans franchissent un pas supplémentaire lors de la conférence de Lambeth en juillet en s'accordant sur le légitime usage de la contraception⁽²⁸⁾. Face à ces glissements notables, il devient urgent pour le pape de prendre position.

Pie XI se saisit du sujet avec fermeté le 31 décembre 1930 dans *Casti connubii*. L'encyclique clarifie la position officielle de l'Église sur le mariage chrétien en établissant une pratique très stricte des rapports conjugaux⁽²⁹⁾. Elle rappelle entre autres le dogme à propos de la pratique de la stérilisation, volontaire ou forcée :

« Tous ceux qui agissent de la sorte [ceux prônant la stérilisation des êtres dits dégénérés] oublient complètement que la famille est plus sacrée que l'État [...] Les magistrats n'ont d'ailleurs aucun droit direct sur les membres de leurs sujets⁽³⁰⁾ : ils ne peuvent jamais ni pour raison d'eugénisme, ni pour aucun genre de raison, blesser ou atteindre directement l'intégrité du corps, dès lors qu'aucune faute n'a été commise et qu'il n'y a aucune raison d'infliger une peine sanglante »⁽³¹⁾.

Ainsi, il est exclu que l'État prenne des mesures susceptibles de porter atteinte de manière corporelle aux citoyens. Outre cet interdit, le pape vilipende l'aspect anticonceptionnel de la stérilisation et se fait aussi le défenseur de la dignité de la personne humaine. À la même époque, les thèmes abordés dans les articles des *Bulletins de la Société médicale de Saint-Luc, Saint-Côme et Saint-Damien* expriment eux aussi une condamnation ferme du néomalthusianisme et de l'eugénisme en tant que déshumanisation et réification d'êtres humains auxquels on nierait la liberté de procréer. Certes, les praticiens catholiques admettent leur droit de déconseiller les unions susceptibles de diffuser certaines pathologies héréditaires. Pour autant, ils ne peuvent pas les interdire ou prescrire des méthodes contraceptives.

28 Voir Theresa NOTARE, « A Revolution in Christian Morals ». *Lambeth 1930-Resolution n° 15. History & Reception*, Washington, sans éditeur, 2008.

29 Marc AGOSTINO, « Pie XI », in : Philippe LEVILLAIN (dir.), *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris, Fayard, 1994, p. 1343-1364.

30 Pie XI se réfère ici à saint Thomas d'Aquin qui, se demandant si les juges pouvaient attenter à l'intégrité corporelle d'un citoyen, répondait par la négative : « jamais suivant le jugement humain, personne ne doit, sans avoir commis une faute, être puni d'une peine meurtrissante ; on ne peut ni les mutiler, ni les frapper ».

31 Cité par Jean GIRARD, *Considérations sur la loi eugénique allemande du 14 juillet 1933*, Strasbourg, sans éditeur, 1934.

Avant l'adoption d'une législation par l'Allemagne, l'Église s'était donc exprimée avec une grande fermeté doctrinale. Pourtant, même dans la sphère catholique, ces directives furent-elles réellement inviolables ? Le principe *Roma locuta, causa finita* s'est-il vérifié au sujet de la stérilisation forcée chez les catholiques allemands et français ? Ou bien, dans la pratique, l'application du dogme a-t-elle connu quelques entorses ?

La tentative d'un impossible modus vivendi entre catholicisme et eugénisme dans l'Allemagne de la fin de la République de Weimar (1932-33)

Après l'échec politique de la mesure du « bulletin de santé » (*Gesundheitszeugnis*) en 1926 en Prusse⁽³²⁾, les élites catholiques cherchent plutôt à installer un « service de consultation conjugale catholique » (*katholische Eheberatungsstelle*). Mais ce qui représentait au départ un compromis entre le refus de toute mesure d'hygiène sociale et l'eugénisme négatif constitue aussi un premier pas vers un brouillage des positions, avant même le début du débat sur la stérilisation forcée. Alors que le *Zentrum* s'y opposait encore au début des années 1920⁽³³⁾, à la fin de la décennie l'idée de la stérilisation forcée semble se banaliser, y compris chez certains catholiques. La thèse du théologien catholique Joseph Mayer, consacrée en 1927 à la « stérilisation légale des malades mentaux » (*Gesetzliche Unfruchtbarmachung Geisteskranker*)⁽³⁴⁾, témoigne de cette pénétration de l'eugénisme négatif chez une partie des catholiques allemands. Selon Mayer, plusieurs arguments peuvent le justifier : la reconnaissance des règles de l'hérédité ou bien la situation financière difficile de l'État (le fameux *Notstandsargument*). Or, si la dimension économique fait ici déjà partie de la triade des motifs poussant à considérer la pertinence d'une stérilisation des « indésirables », la crise économique qui touche durement l'Allemagne après le *Krach* de 1929 contribue à faire évoluer encore davantage et même se fracturer le consensus traditionnel. La situation économique est un facteur certain de la polarisation qu'on constate au sujet de l'hygiène raciale au sein des catholiques allemands, les uns restant fermement en adéquation avec les dogmes et la position du Saint-Siège, tandis qu'une fraction manifeste une ouverture croissante à l'eugénisme. La décision par le *Landesgesundheitsrat* de Prusse en 1932 d'autoriser la stérilisation volontaire est un moment décisif qui montre l'existence d'une faille intra-confessionnelle. Pour la première fois, le parti catholique traditionnellement opposé à l'eugénisme se prononce en effet en faveur de mesures relevant de l'eugénisme négatif, ce qu'Ingrid Richter qualifie de « tournant de la politique à l'égard de la stérilisation » (« *sterilisationspolitische Wende* »)⁽³⁵⁾. Et de fait, après les élections de juillet 1932, le

32 Dès 1922, le SPD prussien est favorable au bulletin de santé obligatoire pour les époux (afin de vérifier si les époux sont « héréditairement sains »), contrairement au *Zentrum* au sein duquel le sujet provoque des frictions entre les « *Praktiker* » (favorables à l'eugénisme) et les « *Theoretiker* » (qui plaident pour un *eugenische Selbstkontrolle*, c'est-à-dire une éducation morale individuelle). Très vite, les catholiques se montrent favorables au *Gesundheitszeugnis*, mais le concept de « *strikt medizinische-eugenische Eheberatung* » échoue en Prusse.

33 Dans le cadre des discussions qui émergent autour de la polémique du Dr. Gustav Boeters en 1923, puis au sein du SPD en 1928.

34 Voir Ingrid RICHTER, *Katholizismus und Eugenik in der Weimarer Republik und im Dritten Reich: Zwischen Sittlichkeitsreform und Rassenhygiene*, Paderborn, F. Schöningh, 2001, p. 253.

35 *Ibid.*, p. 311.

parti négocie avec Hitler pour « associer le NSDAP au gouvernement, arrêter sa progression par l'épreuve du pouvoir, le contrôler et le domestiquer en le liant au régime parlementaire »⁽³⁶⁾, fait qui conforte le constat d'une intransigeance moindre du *Zentrum* face à des idées jusque-là rejetées en bloc.

Du côté de l'épiscopat allemand, on constate les mêmes hésitations. Le nazisme et son « enseignement erroné » sont encore rejetés dans une lettre du 17 août 1932. Mais alors que le parti nazi est devenu quelques jours plus tôt la première force politique du pays, un infléchissement politique commence à se dessiner. Pie XI, Mgr Gröber ou le cardinal Faulhaber croient pouvoir « apprivoiser » le parti, comme ils pensent que le concordat signé avec Hitler pendant l'été 1933 va apporter des garanties fermes à l'Église catholique en Allemagne. En ce qui concerne l'hygiène raciale, quelques théologiens catholiques commencent à appeler à un *modus vivendi* à mesure que le succès des idées eugénistes grandit. Joseph Mayer et Hermann Muckermann adoptent une sorte de position médiane, par laquelle ils tentent de réconcilier le darwinisme social avec la morale religieuse⁽³⁷⁾. Dans son ouvrage *Eugenik und Katholizismus*, Muckermann explique d'emblée ne pas vouloir faire de l'eugénisme une « religion de l'avenir », mais plutôt l'intégrer comme un « facteur au sein de la religion »⁽³⁸⁾. La seconde partie de son ouvrage défend la thèse d'une assimilation possible de l'eugénisme par le catholicisme, notamment en réinterprétant *Casti connubii* à l'aune des idées de Galton et de ses successeurs⁽³⁹⁾. Il déclare vouloir

« montrer exactement dans quelle mesure, d'après l'encyclique *Casti connubii*, l'assimilation de l'eugénisme par le catholicisme a eu lieu. Car étant donné que le catholicisme s'est saisi totalement de l'éthique naturelle [...], il serait surprenant qu'il ne soit pas prêt à assimiler au moins les résultats de la recherche eugénique qui apparaissent comme certains »⁽⁴⁰⁾.

Ce qui ressemble fort à une tentative de « mariage de raison » démontre le véritable grand écart que sont prêts à réaliser certains théoriciens semblant chercher de manière pragmatique à se réclamer de la tradition catholique tout en collant à l'air du temps, dans une période où la réceptivité aux idées radicales se trouve amplifiée par la pression de la crise financière de l'État allemand. Malgré les distances prises par rapport au darwinisme social, la pénétration dans la pensée catholique des idées de « famille héréditairement

36 Christian BAECHLER, *L'Allemagne de Weimar: 1919-1933*, Paris, Fayard, 2007, p. 337.

37 Muckermann plaide pour « la conservation de la famille nombreuse saine héréditairement » (*Erhaltung der erbgesunden kinderreichen Familie*) dans son mémorandum éponyme, qui trouve un écho au sein du gouvernement Brüning, au moment même où celui-ci choisit, à l'instar des dirigeants de la Prusse, d'offrir une oreille attentive aux idées de stérilisation et d'eugénisme négatif. Pour Mayer, citons son ouvrage de 1940: *Euthanasie im Licht der katholischen Moral und Praxis*. Voir Donald J. DIETRICH, « Catholic eugenics in Germany, 1920-1945: Hermann Muckermann, S.J. and Joseph Mayer », *Journal of Church and State*, n° 34, 1992, p. 575-600.

38 Hermann MUCKERMANN, *Eugenik und Katholizismus*, Berlin, Dümmler, 1934, p. 3.

39 On trouve dans cette partie bon nombre de phrases commençant par ces mots: « Eugenisch bedeutet dieser Satz, daß... », visant à réinterpréter le dogme catholique à la lumière de la science de Galton. Le but est ici de marteler la compatibilité possible entre catholicisme et eugénisme.

40 « Ich werde genau zeigen, inwieweit nach der Enzyklika *Casti connubii* die Assimilierung der Eugenik durch den Katholizismus erfolgt ist. Da der Katholizismus die natürliche Ethik restlos umgreift [...], wäre es in der Tat verwunderlich, wenn er nicht bereit wäre, wenigstens die gesicherten Ergebnisse eugenischer Forschung fortschreitend zu assimilieren. » H. MUCKERMANN, *Eugenik und Katholizismus* (note 38), p. 4.

saine » ouvre la porte à un eugénisme « fréquentable » (*hoffähig*). Pour autant, les thèses défendues par Muckermann et Mayer sont des exceptions dans le milieu catholique allemand. Tout comme le catholique français Alexis Carrel ⁽⁴¹⁾, ils restèrent des « marginaux » (*Aussenseiter*) pour lesquels la tension entre scientisme et catholicisme fut rapidement fort inconfortable, voire intenable ⁽⁴²⁾. Trop modérée pour les uns et trop extrémiste pour les autres, une telle posture médiane témoigne toutefois de la crispation de l'opinion même modérée et de la radicalisation des discours en période de crise.

Du côté français, la question se pose différemment. Certes, au début des années 1930, certains médecins ou prélats catholiques s'expriment en singeant le vocabulaire eugéniste, par exemple à travers le concept d'« eugénisme chrétien ». Mais si cette expression hybride est un signe du climat concurrentiel qui règne entre les deux pôles, elle semble n'être en France rien de plus qu'un syncrétisme langagier. Le discours catholique revendique un « eugénisme protecteur de l'humanité, secourant les faibles » ⁽⁴³⁾, mais il s'agit davantage d'un mimétisme dans les codes et le vocabulaire eugéniste que d'une volonté d'en assimiler les fondements. Le refus reste ferme d'attenter de manière corporelle aux individus : il faut « poursuivre la tare, et non les tarés » ⁽⁴⁴⁾. L'eugénisme négatif représente bien une abomination pour l'ensemble des catholiques français, attitude qui n'est pas sans lien avec le refus du compromis manifesté par les catholiques allemands au moment de la mise en place de la loi sur la stérilisation forcée de 1934.

Les réactions à la « loi de stérilisation forcée » : la cristallisation d'un front catholique unitaire en Allemagne et en France (1933-1935)

« Ce qui n'était pas applicable sous la République de Weimar devient réalité sous le III^e Reich » ⁽⁴⁵⁾. La loi de prévention de la transmission des maladies congénitales (*Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses* ou GzVeN) du 14 juillet 1933 signe le début de l'application concrète d'un eugénisme négatif dans l'Allemagne nazie ⁽⁴⁶⁾. Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1934, cette loi légalise la stérilisation des malades et handicapés mentaux considérés, sur décision médicale, comme potentiels vecteurs de « tares » héréditaires. L'un des arguments des autorités allemandes est que la loi s'aligne sur des mesures comparables prises par d'autres pays européens ou américains.

41 Si souvent cité pour son ouvrage de 1935 (*L'Homme, cet inconnu*) où il imagine un « établissement euthanasique, pourvu de gaz approprié ».

42 À cet égard, les milieux catholiques reprochèrent à Carrel sa prise de position pro-eugéniste ; quant à Muckermann, à la fois *persona non grata* à Rome et écarté par les autorités nazies dès 1933, il déclara en 1933 être « assis entre deux chaises » (*zwischen zwei Stühlen*).

43 É. JORDAN, *L'Église et l'eugénisme* (note 9). Quant à Jean Girard, lui aussi note en 1934 à propos du caractère conforme à la morale du fait d'imposer une opération à des individus que « la plupart des auteurs, et nous en sommes, pensent qu'on ne peut répondre à cette question que par la négative ».

44 À l'instar du *credo* de la Société française d'eugénique, témoignant du refus de l'eugénisme négatif. Voir O. PASTEAU, « Eugénisme d'État et Matérialisme », *Bull. Méd. Soc. S. L.*, juin 1936, p. 173.

45 I. RICHTER, *Katholizismus und Eugenik* (note 34), p. 491.

46 Sur les débuts de l'application de la politique d'hygiène raciale, voir Jürgen PETER, *Der Einbruch der Rassenhygiene in die Medizin: Auswirkung rassenhygienischen Denkens auf Denkkollektive und medizinische Fachgebiete von 1918 bis 1934*, Francfort-sur-le-Main, Mabuse-Verlag, 2004. Voir aussi Martin RUDNICK, *Behinderte im Nationalsozialismus: von der Ausgrenzung und Zwangssterilisation zu « Euthanasie »*, Weinheim, Beltz, 1985.

Elle est cependant d'une radicalité extrême en raison du caractère obligatoire de la stérilisation, de son application forcée et de l'édification d'un système administratif de signalisation qui recense de manière systématique les « malades héréditaires »⁽⁴⁷⁾.

Dans les mois qui suivent sa promulgation, les réactions de résistance des catholiques sont nombreuses. De nombreux journaux relatent des actes frondeurs liés à une décision non seulement opposée à la morale chrétienne (*Sittlichkeit*), mais surtout imposée par un pouvoir temporel autoritaire dont on récuse la légitimité en vertu de l'*auctoritas* divine⁽⁴⁸⁾. C'est ce point qui fonde la résistance « tout particulièrement des éléments catholiques » évoquée par le *Völkischer Beobachter*, faisant état de fidèles détournant le salut hitlérien au cri de « *Heil Jesus Christi* » ou se référant à Jésus comme leur « *Führer* céleste »⁽⁴⁹⁾. Il s'agit là d'une illustration parlante du fait que « l'idéologie nazie ambitionne d'embrasser tout homme sous sa loi et de briser tout groupe qui exercerait une influence propre dans la société » selon Ingrid Richter, rendant le conflit avec les Églises inéluctable à long terme.

Mais peut-on parler de « front », alors que quelques années auparavant, le positionnement politique et idéologique de beaucoup de catholiques semblait encore hésitant ? On peut répondre ici par l'affirmative. Plus qu'une « excitation contre la loi » ou un « obstacle au réveil racique de la nation » comme les qualifie le régime⁽⁵⁰⁾, ces manifestations mettent en exergue un autre aspect de l'évolution du positionnement catholique allemand, à savoir son recentrage autour de l'autorité pontificale. Car si les débats à la fin de la République de Weimar avaient fait éclater le consensus d'un refus net de l'eugénisme négatif, il s'avère que le basculement dans la dictature hitlérienne semble faire converger les deux lignes catholiques nées dans les années 1920 dans une posture défensive commune. La loi de stérilisation forcée oblige les évêques à se positionner clairement, notamment pour assurer leur fonction pastorale et guider leurs ouailles de manière univoque. L'éventail des positions individuelles des prélats, allant au début des années 1930 du refus clair des perspectives eugénistes à l'acquiescement en passant par la pondération⁽⁵¹⁾, se cristallise désormais autour d'un consensus net, même si tardif.

Ces hésitations traduisent toutefois une inaptitude à se positionner fermement sur une question cruciale au sein de la morale catholique. Il s'agit dans un premier temps pour l'épiscopat de sauver la position d'un « eugénisme catholique » défendu du temps de Weimar. Dans un deuxième temps, après le constat d'échec d'un *modus vivendi*

47 Christian BONAÏ, Anne DANION-GRILLIAT, Josiane OLFF-NATHAN et Norbert SCHAPPACHER, « L'eugénisme », in : Christian BONAÏ (et al.), *Médecine, santé et sciences humaines*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, p. 594-600. Voir aussi Annette HINZ-WESSELS, *NS-Erbgesundheitsgerichte und Zwangssterilisation in der Provinz Brandenburg*, Berlin, Berlin Brandenburg Wissenschaft Verlag, 2004.

48 On peut s'interroger sur l'accueil plus favorable des chrétiens évangéliques en Allemagne et de la religion protestante en général. Outre l'esprit « d'ouverture » plus grand au progrès scientifique en général (*Aufgeschlossenheit* dont parle l'historiographie allemande), l'absence d'une instance centralisée réglant les pratiques et les dogmes a pu jouer dans ce sens.

49 Extrait du *Völkischer Beobachter* du 10 juillet 1935, traduit et cité in : *Bull. pér. presse all.*, n° 451, 7 août 1935, p. 18.

50 *Ibid.*, p. 17.

51 C'est à la conférence de Fulda en 1934 que se décide l'ancrage catholique à la norme du refus de la GzVeN, dans le but de sauver les fondements de l'éthique chrétienne.

par la voie concordataire⁽⁵²⁾, le front catholique se durcit. Ian Kershaw note bien que « l'Église catholique est le groupe le plus important dans la société allemande qui conserva ses institutions et son système de valeur. Aussi le nazisme vit-il dans l'Église un obstacle à son ambition totalitaire ». Sans possibilité d'indépendance dans un État refusant le pluralisme, l'identité catholique passe ainsi sur le mode de la résistance, certes en raison d'une incompatibilité d'ordre moral avec les décisions du régime nazi, mais aussi pour des raisons d'ordre politique. À cet égard, l'augmentation de la fréquentation des cérémonies religieuses à partir de 1934 est significative⁽⁵³⁾. Au même chef, le refus des mesures eugéniques contraintes renforcent les dénominateurs communs objectivant le front catholique en tant que tel. De plus, l'existence d'un *ethos* ancien de la résistance dû au sentiment, depuis le *Kulturkampf*, d'être traités comme des « parias » fut sans doute un facteur clé dans ce processus.

Chez le voisin français, les réactions des catholiques à la loi de stérilisation sont globalement indignées. Une thèse soutenue dès 1934 à la faculté de médecine de Strasbourg, *Considérations sur la loi eugénique allemande*, constitue une source particulièrement précieuse. L'auteur y pose la question suivante : « si en France, rien n'a encore été fait dans ce sens, que penser de l'évolution quasi-foudroyante de l'Allemagne, qui à notre sens est déjà tombée dans l'exagération ? »⁽⁵⁴⁾, se joignant ainsi à une opinion française majoritairement modérée. En confrontant la politique eugéniste nazie avec sa réception de l'autre côté de la frontière se confirment les résistances fortes à l'eugénisme négatif en France, non seulement en vertu de facteurs nationaux, mais aussi en raison de l'existence de réels « contre-transferts »⁽⁵⁵⁾ engendrés par le III^e Reich. Ces résistances peuvent être illustrées par la multiplication des articles dans les mois qui suivent l'entrée en vigueur de la loi de stérilisation. Dans les *Bulletins de la Société médicale Saint-Luc, Saint-Côme et Saint-Damien*, les médecins catholiques dénoncent l'absence de déontologie de l'eugénisme négatif en faisant sans cesse référence à la voie suivie par le voisin allemand. Certains articles prennent même une allure de pamphlet, à l'image de celui de juin 1934, intitulé « Des médecins accepteraient-ils ce rôle odieux ? »⁽⁵⁶⁾. Dans d'autres articles publiés « à chaud », on retrouve les thèmes récurrents de l'incertitude des connaissances de la jeune science qu'est encore la génétique, les dérives possibles en terme d'euthanasie, la non-pertinence de l'argument économique, mais surtout le risque d'éradiquer des lignées qui auraient pu être « saines en

52 Début juillet 1933, des centaines de prêtres et de laïcs sont arrêtés, contrairement aux espoirs de liberté relative que les catholiques espéraient préserver par le Concordat.

53 62 % des catholiques remplissent leur devoir pascal entre 1934 et 1936, ce qui a été interprété comme l'un des aspects de leur « protestation muette ». Voir Ian KERSHAW, *L'opinion allemande sous le nazisme : Bavière 1933-1945*, Paris, CNRS Éditions, 2013, p. 183-188.

54 J. GIRARD, *Considérations sur la loi eugénique allemande* (note 31), p. 15.

55 L'histoire croisée se propose d'aller au-delà d'une démarche simplement comparatiste qui figerait de manière excessive les oppositions. Par l'étude des dynamiques d'influences (transferts) et des résistances (contre-transferts), il s'agit de corriger méthodologiquement une approche risquant de figer les clivages nationaux de manière excessive. Ainsi, la notion de contre-transfert, empruntée au vocabulaire de la psychanalyse, évoque des barrières et limites (sociétales) s'opposant à la circulation d'idées ou de pratiques dans un pays étranger. Voir Michael WERNER et Bénédicte ZIMMERMANN, *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, Seuil, 2004. Voir aussi Michel ESPAGNE, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, 17 (1994), p. 112-121.

56 G. CLÉMENT, « Des médecins accepteraient-ils ce rôle odieux ? », *Bull. Méd. Soc. S. L.*, juin 1934.

puissance » en stérilisant des individus dont la « généalogie pathologique rigoureuse est impossible à établir ». Comme l'indique le Dr. Okinczyc,

« la loi allemande veut stériliser la débilité mentale congénitale, mais où est le point de départ entre l'idiotie, l'imbécillité et la débilité simple ? On parle de stériliser des tarés, puis des déficients, et on arrive fatalement à stériliser des indésirables »⁽⁵⁷⁾.

La question de la stérilisation mobilise ainsi une large partie des acteurs confessionnels français – prélats, médecins, presse et opinion publique. L'application de la mesure allemande propage et réactive ainsi le débat du côté français, où le refus global au sein de la « fille aînée de l'Église » gagne à être croisé avec les arguments des catholiques allemands afin de mieux comprendre l'homogénéité de la position catholique. À ce propos, Girard précise bien que

« l'Église catholique condamne absolument et sévèrement toute opération stérilisante effectuée pour des motifs eugéniques ; d'après la doctrine catholique, les présomptions téméraires de la science vont contre la raison humaine et divine [...]. L'opposition semble donc absolue et irréductible de la part de l'Église romaine »⁽⁵⁸⁾.

L'auteur note par ailleurs que « l'Église protestante est par contre beaucoup moins catégorique » et que nombreux sont les protestants plébiscitant l'hygiène raciale⁽⁵⁹⁾. Mais si l'application des mesures eugénistes inquiète en France, les prémisses de la *Rassenhygiene* ne sont pas un repoussoir, mais paraissent somme toute attrayantes. J. Girard note que si la législation eugénique allemande

« va par certains côtés trop brutalement à l'encontre de certains principes de la charité et de la simple morale pour qu'une loi identique ait la chance de s'installer [en France], elle offre malgré cela un intérêt immense pour le médecin [...]. C'est, nous avons dit, la plus grande expérience que l'on ait jamais tentée dans le monde pour en extirper les fléaux héréditaires »⁽⁶⁰⁾.

Mesure « limite » mettant fin aux dissensions intraconfessionnelles chez les catholiques allemands⁽⁶¹⁾, la loi de stérilisation semble accentuer les lignes de fracture interconfessionnelles. À l'échelle européenne, la direction prise par l'Allemagne vers un eugénisme négatif appliqué à un grand nombre de malades et déficients mentaux de manière contrainte et à l'aide d'un appareil médico-judiciaire organisé la distingue alors, même si les variations nationales étaient déjà notables dans le développement des idées eugénistes. Les catholiques furent l'un des seuls groupes à s'opposer à ce puissant mouvement de pensée après 1933, preuve de la « grande force et [de] l'unité intérieure de la *Weltanschauung* catholique qu'aucun conflit théologique n'affaiblissait (à l'inverse des protestants) et qui, à travers ses prétentions à une interprétation totale, exerçait sur les croyants une influence bien plus forte, en terme de doctrine ou de comportement,

57 DR J. OKINCZYC, « Les conditions d'un ordre social chrétien et le rôle du médecin catholique dans son avènement », *Bull. Med. Soc. S. L.*, septembre-octobre 1936, p. 23.

58 *Ibid.*, p. 63.

59 Tandis que les contemporains relèvent à l'époque des degrés d'adhésion à l'eugénisme fort variables selon les religions, cette donnée reste quasi-absente des synthèses actuelles sur l'histoire de l'eugénisme français.

60 J. GIRARD, *Considérations sur la loi eugénique allemande* (note 31), p. 66.

61 Il est intéressant de noter que si la stérilisation forcée est refusée en bloc, l'alternative plébiscitée par l'épiscopat devient l'internement (« *Asylieren statt Sterilisieren!* »), ce qui montre qu'une majorité baignait tout de même dans un climat idéologique de crainte de la contagion héréditaire.

que le luthéranisme sur la plupart des protestants » ⁽⁶²⁾. Contrairement à la mesure concernant l'« euthanasie » des malades mentaux qui suscita un rejet général et indépendant du paramètre religieux, la loi de stérilisation forcée a donc suscité des réactions divergentes selon l'appartenance confessionnelle ⁽⁶³⁾.

Ainsi, le constat kantien de l'intangibilité des normes morales théoriques face à la labilité de leur application pratique s'applique remarquablement bien aux tensions subies par la morale catholique au début des années 1930. Les débats autour de la stérilisation forcée montrent les écarts entre la clarté des principes de la morale chrétienne et les modulations qu'elle subit dans la pratique, preuve que même les dogmes en principe intangibles peuvent être ébranlés dans un contexte de radicalisation. Face au front eugéniste, l'institution catholique a toutefois été le vecteur de réponses assez cohérentes. Diverses sources tendent même à démontrer que l'Église a fait plus que combattre tant bien que mal le *credo* eugéniste. Une partie des catholiques s'est efforcée de réhabiliter une vision alternative de cet *Autre* que l'eugénisme vise à éradiquer en valorisant la dignité humaine au-delà des vanités terrestres que représente la perfection physique ou intellectuelle. Plus encore, on retrouve dans les années 1930 des discours reprenant le thème de l'anormal en tant que « plus petit » de tous ⁽⁶⁴⁾ qui participe néanmoins à la beauté du monde ⁽⁶⁵⁾, propos originaux par rapport au climat idéologique de l'époque. Ces représentations ont toutefois peu d'incidence puisque l'eugénisme franchit un pas décisif en septembre 1939, au moment où Hitler ordonne l'*Aktion T4* qui légalise l'euthanasie des malades et handicapés mentaux, afin d'éliminer cette population jugée « inutile à la société » (*gesellschaftsunntzlich*) ⁽⁶⁶⁾.

Cette étape supplémentaire dans la radicalisation de la politique d'hygiène raciale provoque une indignation dans l'ensemble des communautés religieuses allemandes qui condamnent rapidement l'incompatibilité de l'euthanasie avec la morale chrétienne. La déclaration du 3 août 1941 par Mgr Galen dénonce « ce principe que l'on a de tuer un homme improductif ». Lue dans toutes les églises allemandes, elle fut cruciale dans l'arrêt de l'*Aktion T4* ⁽⁶⁷⁾. Toutefois, l'impulsion vint d'abord des populations

62 I. KERSHAW, *L'opinion allemande* (note 53), p. 183-188.

63 La question de la réception plus grande du protestantisme aux idées eugéniques gagnerait à être comparée à celle du catholicisme. Une telle démarche permettrait de mieux comprendre le succès de l'eugénisme à l'échelle européenne. Voir Jochen-Christoph KAISER, *Sozialer Protestantismus. Beiträge zur Geschichte der Inneren Mission*, Munich, Oldenbourg, 1989.

64 On peut citer la parole du Christ dans l'évangile de Matthieu : « ce que vous faites au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que vous le faites » (Mt., 25, 40).

65 « Souvent des corps difformes abritent de belles âmes, et dans un organisme misérable de grands cœurs ont palpité [...]. Et puis, disait spirituellement un confrère, la Nature veut des monstres ; elle les veut, ne serait-ce que pour mieux nous faire comprendre la beauté. » J. PIÉRI, « La stérilisation », in : É. JORDAN, *L'Église et l'eugénisme* (note 9), p. 83.

66 Udo BENZENHÖFER, *Der gute Tod? : Euthanasie und Sterbehilfe in Geschichte und Gegenwart*, Munich, Beck, 1999. Sur les malades et handicapés mentaux victimes de l'action *Tiergarten 4*, voir Petra FUCHS, Maike ROTZOLL, Ulrich MÜLLER, Paul RICHTER et Gerrit HOHENDORF, « *Das Vergessen der Vernichtung ist Teil der Vernichtung selbst* » : *Lebensgeschichten von Opfern der nationalsozialistischen Euthanasie*, Göttingen, Wallstein, 2007.

67 C'est cependant surtout la crainte de ne plus pouvoir mobiliser les catholiques qui fut l'élément clé de la décision de Hitler prise au cours du mois d'août 1941. Le sermon de Mgr Galen dénonce notamment

elles-mêmes – les familles émues rapportant aux autorités religieuses leur trouble profond devant les disparitions de malades et déficients mentaux – et c'est seulement dans un second temps que l'épiscopat allemand intervint. Assurément, la « pénétration de l'élément eugénico-racial, central dans l'idéologie nazie, dans la conscience populaire » avait été surestimée⁽⁶⁸⁾, ce qui permit à une Église se faisant le relais des inquiétudes populaires de remporter une victoire sans équivalent contre le régime. Reste que l'institution catholique allemande resta dans une certaine ambiguïté malgré son unité idéologique d'après 1934⁽⁶⁹⁾, contrairement à la dynamique d'opposition à l'euthanasie qui existait du côté protestant et qui y alimenta la véritable résistance.

Au sujet de l'*Aktion T4*, il convient enfin de revenir sur notre démarche introductive de croisement des politiques eugénistes en Europe. Si l'on excepte son caractère obligatoire et le nombre bien plus élevé de stérilisations effectuées en Allemagne⁽⁷⁰⁾, la politique allemande de stérilisation forcée présentait en 1933 de fortes similitudes idéologiques avec les programmes eugéniques étrangers. À l'inverse, la mise en place dès le 18 août 1939 de la politique d'« euthanasie » est une radicalisation sans équivalent que dissimule mal l'euphémisme de la dénomination. Elle place l'historien face à l'impossibilité heuristique de toute comparaison possible. L'extermination de ces « vies indignes d'être vécues » (*lebensunwerten Leben*) entraîna la mort par injection ou gazage de 80 000 victimes lors d'exécutions dont on sait aujourd'hui qu'elles servirent de propédeutique à la « Solution finale ». Or, la rhétorique employée pour qualifier le meurtre des malades et handicapés mentaux s'appuie fortement sur des termes empruntés à la morale chrétienne : la propagande parle alors de « mort miséricordieuse » (*Gnadentod*), « d'amour du prochain » et de compassion. Preuve s'il en est que confronter eugénisme et religion montre à quel point le premier se veut novateur par rapport à la seconde, mais détourne en réalité sa logique et réinvestit ses concepts dans un syncrétisme destructeur.

Résumé

L'article examine la manière dont les idées eugénistes ont été reçues au sein des différentes confessions présentes en France et en Allemagne, en s'intéressant essentiellement au cas du catholicisme. Le refus que ce dernier semble avoir manifesté à l'égard de l'eugénisme fut-il univoque dans les premières décennies du xx^e siècle ? L'encyclique Casti connubii clarifie dès 1930 la position du Saint-Siège. Pourtant, tous les catholiques ne s'alignent pas sur cette position. Si en France le front confessionnel contre l'eugénisme

le viol du 5^e commandement par l'Action T4. Or les autorités nazies n'osèrent pas toucher à l'évêque, Goebbels craignant de devoir renoncer à utiliser les soldats de Münster, voire d'autres communautés catholiques, pour l'effort de guerre. Voir I. KERSHAW, *L'opinion allemande* (note 53), p. 302-304.

68 *Ibid.*, p. 310.

69 Au-delà de 1934, même si le refus de la GzVeN est acquis, il est frappant de voir que certains ecclésiastiques résolument opposés à l'eugénisme continuent à tenir un discours ambigu : Mgr Gröber parle ainsi en 1937 de la nécessité de « délivrer le peuple allemand de sa charge héréditaire ».

70 380 à 400 000 et au moins 5 000 décès des suites d'une opération chirurgicale présentée comme peu risquée par les autorités sanitaires. Voir C. BONAÏ et al., « L'eugénisme » (note 47), p. 594-600.

semble unanime, outre-Rhin certains catholiques tentent de trouver des accommodements avec l'eugénisme négatif, populaire dans les dernières années de la République de Weimar, mais qui reste encore théorique. Ce n'est plus vrai à partir de 1933 : la loi de stérilisation forcée adoptée dans les premiers mois du III^e Reich fait basculer l'Allemagne dans la mise en œuvre de l'eugénisme négatif, mise en œuvre qui entraîne de vives réactions catholiques. Après avoir hésité entre recherche de consensus avec le nouveau régime et résistance face à une hygiène raciale contraire au principe de l'amour du prochain, les catholiques allemands finissent par former un front commun de résistance. La France constitue aussi un observatoire de choix : derrière le rejet non négociable de la stérilisation forcée, s'y dessine néanmoins une adhésion à l'objectif d'élimination des « maladies héréditaires », une évidence transcendant les appartenances nationales ou confessionnelles.

Abstract

France is considered as the biggest catholic country in Europe whereas the Protestants are dominant in Germany. The article raises the issue of the impact of the religion as a factor for the reception of eugenism, through the sight of the catholic confession. At first sight, it seems that the catholic religion was against those ideas. The article weighs up the reasons that explain this refusal. Moreover, it questions the uniformity of the catholic position against eugenics: was it constant unequivocal in both countries between the two world wars? The position of Rome is clarified by the encyclical *Casti connubii* in the year 1930. Nevertheless, the German Catholics do not have a common position at the end of the Weimar Republic. Even though the majority of them are not supporting eugenics, it is striking to notice that some theologians try to find compromise and woo the eugenics. On the contrary, French Catholics are fiercely opposed to negative eugenics. The sterilization law adopted in the first months of the Third Reich is a breaking point. In fact, the article points out that after a long time of hesitation, the German Catholics manage to find a common position of resistance against the racial hygiene and its application through sterilization. Likewise, the debate inside French Catholics supports highlights how deep the fear of degeneration takes roots in the whole European society.